

18.07.2019 – 08:00 Uhr

Nouvelle publication d'Avenir Suisse : « Réflexion internationale de think tanks sur la question des inégalités »

Zurich (ots) -

Au cours des dernières décennies, les inégalités entre pays ont fortement diminué. Toutefois, le pays de naissance d'un individu détermine encore plus de la moitié de l'écart de revenu. Cette publication examine l'émergence des inégalités. Elle suggère que la dimension internationale du sujet masque des facteurs propres à chaque pays, ce qui explique pourquoi il ne peut y avoir de solution universelle. Par rapport à d'autres pays, la Suisse bénéficie d'un degré d'égalité remarquablement élevé, pour au moins trois raisons importantes : la grande flexibilité du marché du travail en comparaison internationale, un système de formation dual qui prépare avec succès les jeunes à entrer sur le marché du travail, et la structure fédérale de l'Etat qui permet d'adapter la politique fiscale aux contextes locaux.

Cette publication est le résultat d'un travail d'équipe international effectué lors de notre événement annuel Think Tank Summit. Cette année, il s'est concentré sur la question très controversée des inégalités. Politiquement, les inégalités et l'égalité sont devenues des thématiques omniprésentes. En lisant les rapports annuels d'Oxfam, on pourrait penser que nos systèmes économiques libéraux sont responsables des inégalités mondiales, nationales et régionales. Les chiffres, eux, racontent une histoire différente. En 1990, 44 % de la population mondiale vivait encore dans l'extrême pauvreté, contre moins de 10 % aujourd'hui. Ces progrès, principalement rendus possibles grâce à la mondialisation et au progrès technique, ne doivent pas être sous-estimés. Pourquoi la question des inégalités est-elle devenue de plus en plus toxique dans les agendas politiques occidentaux ? Et quelles sont les conclusions politiques à en tirer ? Dans cette publication, plus d'une douzaine d'auteurs examinent la question sous différents angles et donnent quelques pistes de réponse:

1. L'ouverture et l'échange sans entrave de biens et de services, de capitaux, de personnes et d'idées demeurent essentiels au succès économique et à la prospérité dans le monde. Le monde a besoin de plus d'ouverture - pas de moins.
2. Les causes de l'inégalité sont multiples et dépendent des conditions-cadre institutionnelles. Pour des propositions politiques cohérentes et durables, une analyse spécifique par pays est indispensable, car il n'existe pas de solution universelle.
3. La formation est l'un des meilleurs moyens d'assurer la mobilité sociale et de réduire les inégalités.
4. Les pays dotés d'un système de formation dual réussissent particulièrement bien à intégrer les jeunes sur le marché du travail.
5. Les obstacles administratifs peuvent être un poison pour l'emploi. Un marché du travail flexible est un atout important pour favoriser l'égalité, car il facilite la création de revenus et l'accumulation de richesses pour une large part de la société.
6. La politique monétaire ne doit pas devenir le bouc émissaire de problèmes économiques. Les banques centrales agissent dans le meilleur intérêt des plus pauvres si elles se concentrent sur le maintien (ou la réalisation) de la stabilité des prix.
7. Le coefficient de Gini n'est pas la seule mesure des inégalités et est limité par son approche statique. Or, il est essentiel d'adopter une vision à long terme, par exemple afin de prendre en compte la mobilité sociale. Le revenu disponible et le patrimoine peuvent varier considérablement au fil du temps, et c'est pourquoi ils devraient être suivis au niveau individuel.

Plusieurs contributions à cet ouvrage montrent que la Suisse présente une répartition des revenus remarquablement stable et équilibrée et d'une bonne mobilité sociale. Un marché du travail très flexible est au cœur du succès de la Suisse. La marge de manoeuvre relativement importante prévue par le droit du travail donne aux entrepreneurs la flexibilité nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions du marché.

Comme l'a montré la recherche, la Suisse est très efficace pour préparer les jeunes générations à entrer sur le marché du travail. Enfin, la Suisse se distingue par son cadre institutionnel décentralisé unique, combiné à une démocratie (semi-)directe. Une fiscalité décentralisée et la possibilité d'adapter la politique fiscale aux contextes locaux sont nécessaires au bon fonctionnement de la démocratie directe. Toute tentative de centralisation du régime fiscal doit dès lors être examinée d'un oeil critique.

Lien vers l'étude: <http://ots.ch/4FiNGi>

Contact:

+++ Pour plus d'informations +++

<https://www.avenir-suisse.ch/>

Marco Salvi (+41 44 445 90 17, marco.salvi@avenir-suisse.ch)

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100063891/100830349> abgerufen werden.